

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 08/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 septembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GREEN RECUP'

82, rue de Montigny
95100 Argenteuil

N/Réf : UD95-2024-794-TB/GL
Code AIOT : 0006505364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 septembre 2024 dans l'établissement GREEN RECUP' implanté 2 et 4, rue de l'Ouest 95100 Argenteuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite aux précédentes inspections menées sur le site. Réalisée de manière inopinée, elle visait à vérifier la prise en compte par l'exploitant des non-conformités qui avaient été constatées, notamment suite à des problèmes d'odeurs. Elle a été également l'occasion de faire le point avec l'exploitant sur sa campagne de recherche des PFAS dans les eaux rejetées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN RECUP'
- 2 et 4, rue de l'Ouest 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006505364
- Régime : Autorisation

La société GREEN RECUP exploite à Argenteuil un centre de tri, transit et regroupement de déchets d'activités économiques (DAE). Elle bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 02 août 2000. Cet arrêté a été complété le 10 août 2005, le 06 juillet 2011, le 30 janvier 2015 et le 16 mai 2023. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2714 soumise à enregistrement) s'appliquent également.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks	AP Complémentaire du 30/01/2015, article 13	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
4	Dispositions générales d'exploitation	AP Complémentaire du 16/05/2023, article 7	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.7.1	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.II.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
7	Prévention des accidents et des pollutions	AP Complémentaire du 16/05/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été satisfaisante, dans le sens où l'exploitant a tenu compte des demandes de l'inspection. Cependant, une situation de léger sur-stock a été observée au cours du contrôle, en lien avec la taille restreinte du site. Des remises en conformité sont encore attendues. Autre point de satisfaction, l'exploitant a réalisé sa campagne de mesure des PFAS dans les eaux rejetées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2015, article 13		
Thème(s) : Situation administrative, Quantité maximale de déchets entreposés		
Prescription contrôlée :		
Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières susvisé, les quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site sont les suivantes :		
Type de déchets	Quantité maximale présente sur le site	
	Tonnage	Volume
Déchets dangereux		
Huiles usagées	0,4 t	
DEEE	1 t	
Déchets non-dangereux		
Déchets de papiers, cartons, plastiques triés (en vrac et en balle)	1290 t	2750 m ³
Déchets de bois	200 t	500 m ³
DND en mélange et refus de tri	225 t	450 m ³
Déchets verts	125 t	250m ³
Métaux	200 t	800 m ³ (sur 200 m ²)
Déchets inertes		
Gravats	50 t	35 m ³
Constats :		
L'inspection, inopinée, a démarré directement sur site, par un contrôle de terrain. Le site est organisé en différentes alvéoles de stockages. Une partie est en extérieur et une autre en intérieur. Les alvéoles sont séparées les unes des autres par des mégas blocs d'une hauteur de 3 mètres en extérieur et 6 mètres en intérieur. Les volumes de déchets et les niveaux de remplissage des alvéoles observés lors de la visite de l'inspection apparaissent cohérents avec les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 31		

janvier 2015.

Il a été constaté que les balles de plastiques stockées en extérieur dépassaient de la capacité maximale de l'alvéole.

L'inspection a demandé à l'exploitant de fournir l'état des stocks de la journée du 26 septembre 2024. L'inspection étant inopinée, l'exploitant n'en disposait pas lors du contrôle.

En date du 02 octobre 2024, l'exploitant a fourni à l'inspection un état des stocks, avec les quantités de déchets en tonnage.

Cependant, l'inspection a demandé des compléments supplémentaires de cet état des stocks pour connaître les quantités des différents types de déchets non présents dans ledit état des stocks (papiers, le polystyrène ou encore les huiles usagées).

En date du 07 octobre 2024, l'exploitant a apporté les éléments complémentaires concernant son état des stocks à l'inspection. Il apparaît que les quantités renseignées dans celui-ci sont conformes à celles autorisées par son arrêté préfectoral.

Certains stocks de déchets apparaissent, cependant, nettement plus volumineux que le volume autorisé dans l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2015 , comme :

- Gravats : 50 t autorisés mais **144 t** stockés le jour de l'inspection.
- DND : 225 t autorisés mais **419 t** stockés

Non-conformité n°1 : les stocks de déchets de gravats et de DND dépassent significativement les quantités autorisées. Il convient que l'exploitant respecte les quantités de déchets autorisées à être stockées sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion de la prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 27/06/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon les règles destinées à prévenir les risques et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.</p> <p>(...)</p>
Constats : <p>Au cours de l'inspection, il a été constaté, la présence de nombreux stocks de balles de plastiques, derrière les algécos qui servent de bureau à l'entreprise. Ces balles de plastiques sont en dehors des zones prévues pour leur stockage, ce qui relève d'une non-conformité.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'endroit où se trouvaient les balles était un espace de stockage temporaire en attendant leur évacuation. Il est aussi précisé par l'exploitant que ces balles sont des déchets déjà compactés par l'entreprise qui les a vendus à l'exploitant, c'est pour cela qu'elles ne sont pas stockées avec les autres balles plastiques contenu sur le site et réalisé par l'activité de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à évacuer l'ensemble de ces balles plastiques sous quinzaine.</p> <p>L'inspection a constaté une nette amélioration concernant ce point par rapport à la précédente inspection.</p> <p>Non-conformité n°2 : Des balles de plastiques sont stockées en extérieur et non couvertes en dehors des zones dédiées.</p> <p>L'exploitant doit réaliser le stockage de ses déchets dans les zones prévues par son arrêté préfectoral ou alors réaliser un dossier de porter à connaissance afin de modifier les aires de stockages de ces déchets, en reprenant notamment, les distances des flux en cas d'incendie de ces stocks avec des propositions d'actions correctives si nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.II.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des rejets - Émissions diffuses
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 27/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses et notamment des papiers sont prises, à savoir :</p> <p>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement...) et convenablement nettoyées ; (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le site est bien tenu, très peu de déchets se retrouvent sur les voies de circulation ou même entre les deux algécos présents sur le site. L'exploitant nous informe aussi que tous les samedis, une entreprise de nettoyage réalise un nettoyage complet du site en passant notamment sur le site la balayeuse.</p> <p>L'exploitant a aussi annoncé à l'inspection, qu'une entreprise réalisait le nettoyage du séparateur hydrocarbure comme prescrit dans son arrêté préfectoral, une fois par mois. Il explique aussi que à la fin de chaque semaine les employés réalisent le nettoyage et l'entretien du site et de ses véhicules.</p> <p><u>La prescription contrôlée est respectée.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

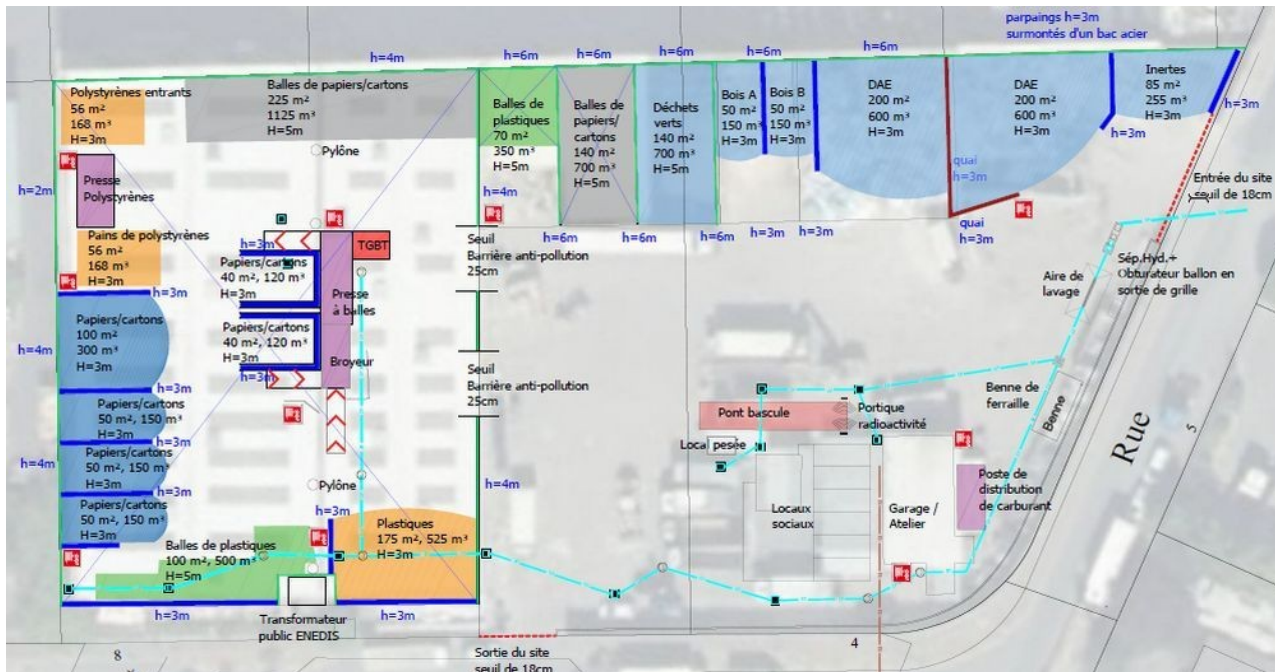
N° 4 : Dispositions générales d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2023, article 7

Thème(s) : Situation administrative, Plan des stockages

Prescription contrôlée :

L'installation est aménagée conformément au plan suivant :



Constats :

Sur la base du plan de stockage ci-dessus, l'inspection a réalisé une visite complète du site afin de vérifier si les zones de stockage du plan sont respectées.

Il a été constaté au cours de l'inspection que globalement, le plan de zonage est respecté. Cependant, autour des algécos, l'inspection a pu constater que des balles de déchets de plastiques, notamment, étaient stockées en dehors de toute zone de stockage adéquate (cf. fiche n°2).

Les zones extérieures sont pour la plupart en adéquation avec le plan de zonage.

L'alcôve des déchets verts ainsi que celle du bois A sont quant à elles remplacées sur le site par des biodéchets sur palette pour l'alcôve déchets verts et par du verre pour l'alcôve bois A.

Le transit de verre est soumis à Déclaration au titre de la rubrique 2715 dès que le volume atteint 250 m³.

Aujourd'hui, le transit de verre (2715) n'est pas prévu par l'arrêté préfectoral qui encadre l'activité du site. Aussi, il convient que l'exploitant :

- indique le volume de verre présent dans l'installation
- respecte un volume maximal de 250 m³ (seuil de classement à Déclaration)
- dépose un dossier à connaissance de modification pour ajouter la rubrique 2715 à son classement s'il envisage de faire transiter plus de 250 m³ de verre sur son site.

Une alvéole de métal est aussi présente sur le site malgré le fait qu'elle n'apparaisse pas sur le plan de zonage. Cette activité correspond cependant à la rubrique 2713 qui se trouve bien dans l'arrêté préfectoral de l'exploitant, pour une capacité de stockage maximale de 30 m³, soit 15 m².

Concernant le bâtiment intérieur, le plan de zonage est partiellement respecté, notamment concernant la zone de stockage de balles de papiers/cartons qui est remplacée par une zone de stockage de balles de plastiques (même rubrique 2714).

Au moment de l'inspection, la hauteur des déchets des alvéoles de DAE était de plus de 3 mètres ce qui est supérieur aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de l'exploitant. L'exploitant s'est engagé à respecter les hauteurs de stockage.

Lors de l'inspection, il a été constaté une grande amélioration sur les zones de stockage par rapport à la précédente inspection. Globalement, les zones sont respectées, mais le plan doit être revu sur certains points afin de correspondre aux activités du site.

Dans ce sens, l'exploitant indique qu'il travaille avec un bureau d'étude afin de réaliser un dossier de porter à connaissance, dans lequel le plan de zonage sera entièrement mis à jour. L'exploitant précise que ce porter à connaissance sera adressé à l'inspection, d'ici la fin d'année.

Non-conformité n°3 : Dans sa globalité, le plan de zonage est respecté même si certaines alvéoles ne contiennent pas les déchets appropriés, notamment celle qui est censée contenir le bois A, qui contient des bouteilles en verre, ou encore la zone des déchets verts qui est remplacée par du biodéchets emballé. Le plan de stockage doit être mis à jour (dépôt d'un porter à connaissance).

Observation n°1 : L'inspection note de nombreux transits temporaires de déchets dans différentes alvéoles, sans respect du plan de stockage. Cette situation est liée aux contraintes d'exploitation et à la taille restreinte du site. L'Inspection invite l'exploitation à mener une réflexion pour prévoir sur le site une aire de réception et d'orientation des déchets reçus.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.71
Thème(s) : Risques accidentels, Equipement
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risque définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités. Il est notamment doté de matériels d'incendie, de traitement, d'épanchement et de fuites (pompes, produits d'absorption, neutralisant) et de masques, pelles, seaux, réserves de matériaux (sable) disponibles sur le site à tout moment. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. (...) Le dispositif de lutte contre l'incendie doit comprendre : - des extincteurs appropriés au risque et répartis sur le site, bien visibles et facilement accessibles ; - dix RIA répartis sur l'ensemble du site et un RIA DN40 en mousse physique ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ; (...)
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté que plusieurs RIA présents sur le site ne sont pas accessibles. En effet, des déchets sont présents devant ces RIA, les rendant difficiles d'accès. L'inspection a pu constater aussi qu'un RIA était endommagé et non fonctionnel. Suite à l'inspection, l'exploitant a remis à l'inspection un devis réalisé avec la société DUBERNARD. Ce devis correspond bien à la réparation du RIA endommagé, ainsi qu'au remplacement d'un tuyau et d'un robinet diffuseur sur un autre RIA de l'installation. Non-conformité n°4 : L'exploitant est tenu d'assurer l'accès aux RIA, de façon continue et permanente, en limitant le stockage de déchets autour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle des PFAS
Prescription contrôlée : I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : Rubrique de la nomenclature des installations classées. Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté ministériel du 20 juin 2023 impose aux entreprises concernées la réalisation d'une campagne d'analyses de PFAS avec une mesure par mois sur 3 mois consécutifs. L'exploitant a réalisé cette campagne sur les mois de juillet, août et septembre 2024. En date du 02 octobre 2024, l'exploitant a fourni à l'inspection les résultats des analyses réalisées en juillet et août, ceux de la mesure de septembre ne sont pas encore disponibles. Il les transmettra à l'inspection dès réception.</p> <p><u>La prescription contrôlée est respectée.</u></p>	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 7 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : <p>Les deux réseaux d'eaux pluviales sont chacun muni d'un obturateur. Ces appareils font l'objet d'un entretien régulier aux fins de s'assurer de leur bon fonctionnement. Un clapet anti-retour est positionné après la jonction des deux réseaux d'eaux pluviales. Il est dûment signalé, accessible et manipulable à tout moment par un membre du personnel. Il fait l'objet d'un entretien régulier et son bon fonctionnement est régulièrement vérifié. Les portails sont équipés de barrières antipollution et le bâtiment d'un seuil de 18cm permettant de contenir les eaux sur le site en cas d'incendie, étant précisé que ces équipements (barrières et seuils surélevés) doivent être en capacité de contenir une averse d'intensité décennale. La plateforme doit pouvoir être noyée pour retenir le volume d'eau nécessaire en cas de besoin. Le volume à retenir sur site est a minima de 460m³. Si nécessaire, les eaux d'extinction devront être considérées comme des déchets et traitées comme tels.</p>
Constats : <p>Interrogé sur son obturateur, qui devait faire l'objet de mise en conformité suite à la précédente inspection, notamment sur son intégrité, l'exploitant a affirmé qu'il avait entrepris la remise en conformité de son appareil. Il a expliqué qu'il a fait réparer la bouteille de gaz qui enclenche le système d'obturation permettant de mettre le site en rétention et ainsi de pouvoir confiner les eaux (en cas d'incendie) sur le site.</p> <p>Faisant suite à l'inspection du 26 septembre 2024, l'exploitant a adressé par courriel en date du 02 octobre 2024 la facture qui attestait la réparation de l'obturateur, notamment le changement de la bouteille de gaz et le renforcement de l'obturateur Polluplug DN 300.</p> <p>La non-conformité de l'inspection précédente est ainsi levée.</p> <p>S'agissant des barrières anti-pollution, l'exploitant a précisé en avoir deux sur site, d'une hauteur de 70 cm une fois déployées, l'une à l'entrée du site et la 2ème au niveau de la sortie du site, coté du bâtiment de stockage. L'inspection a pu constater la présence des deux barrières.</p> <p>L'exploitant, par courriel du 22 mai 2024 a transmis la procédure d'utilisation de cette barrière dénommée « Mode opératoire Déploiement des barrières de rétention ». Il est apparu pour l'exploitant, cependant, que cette procédure n'était pas adaptée au fonctionnement du site, car elle indique que les barrières de rétention doivent être déployées tous les soirs, à la fermeture de l'entreprise. Or, cette fréquence n'est pas compatible avec l'activité, car l'exploitant réalise aussi la collecte de déchets le soir pour certains de ses clients, d'où la nécessité de ne pas déployer ces barrières chaque soir pour laisser le passage aux camions.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de modifier sa procédure afin qu'elle soit plus adaptée à son activité. Celle-ci devra notamment comprendre :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Le confinement des eaux2. La mise en place de la barrière au niveau de la sortie basse (sens d'écoulement privilégié des eaux)3. La mise en place de la barrière sortie hauteur
Type de suites proposées : Sans suite

